

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE / ANCIENS D'OXFORD / ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS / ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR / ASSOCIATION DES SCIENCES PO / ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ÉTUDES DE L'ARMEMENT / ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE / ASSOCIATION DES CENTRALIENS / ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES / ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC / INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) / INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE / INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE / INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) / INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE / SAINT-CYRIENNE / ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE /

Site Internet : geo2000.org

N° 61 – JANVIER 2004

SOMMAIRE :

P.3

Editorial : " Quel avenir pour l'Europe ? " Jean-Pierre DELALANDE, Membre honoraire du Parlement, Membre du Conseil d'administration de Géostratégies 2000

P.6

"Les Etats-Unis et l'Islam : la nouvelle donne " Gilles KEPPEL, Professeur des Universités à Sciences Po Paris

P.10

" Doctrine d'engagement de nos armées dans les crises actuelles, prévisibles et possibles ? Evolue-t-elle face aux nouvelles caractéristiques de ces crises ? " Général d'Armée Henri BENTEGEAT, Chef d'Etat-Major des Armées

P.14

" Terrorisme international : nebuleuse inorganisée ? Connexions et actions concertées ? Réalités et perspectives " Jean-Louis BRUGUIERE, Premier Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de Paris, chargé de la Mission anti-terroriste

AGENDA

- **Mercredi 25 février 2004 " Valeurs nationales et valeurs militaires : le divorce ? " Petit-déjeuner débat avec le Général d'Armée Jean-René BACHELET, Inspecteur Général des Armées, en présence de Pierre MESSMER, Chancelier de l'Institut, ancien Premier Ministre.**
- **Mercredi 17 mars 2004 " Visite du PC Sécurité de la Ratp"**

PARCOURS

Nos invités

- **Jacques Douffiagues**, ancien Ministre, a été nommé Président du Conseil d'Administration de l'IHEDN
- **Christian Noyer**, ancien Vice-Président de la Banque Centrale Européenne, a été nommé Gouverneur de la Banque de France
- **Michel Pebereau**, Président de BNP Paribas a été promu Commandeur de la Légion d'Honneur

Nos amis

- **Paul Drezet**, Secrétaire Général de Géostratégies 2000, vient d'être promu Officier dans l'Ordre National du Mérite
- **Eric Bonsch**, membre de Géostratégies 2000, a été nommé Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

RECU A GEOSTRATEGIES 2000

- **Jean-Dominique Giuliani**, Président de la Fondation Robert Schuman (29, boulevard Raspail – 75007 Paris) : " Quinze + dix : le grand élargissement " (Edition Albin Michel)
- **Budget Défense** : projet de loi des Finances pour 2004 (Dicod – 1, place Joffre – 75007 Paris)

ONT COLLABORÉ A CE NUMERO, OUTRE LES INTERVENANTS DANS LES DÉBATS :

Jean-Pierre Delalande / Marie-Clotilde Hingray / Jocelyne Pebreuil / Serge Rechter

L'Equipe de la Lettre vous souhaite une bonne et heureuse année

EDITORIAL LETTRE N°61
" Quel avenir pour l'Europe ?
Jean-Pierre Delalande, Membre honoraire du Parlement,
Membre du Conseil d'administration de Géostratégies 2000

Le constat que l'on peut faire de la construction européenne au regard des développements de ces derniers mois ne laisse pas d'inquiéter.

N'est-il pas urgent d'envisager une nouvelle approche de cette construction de nature à, non seulement consolider les importants acquis communautaires, mais aussi à permettre une plus haute affirmation de l'Europe dans le reste du monde ?

Les initiateurs de l'Europe, au début des années cinquante, prenant acte de la situation de l'immédiat après-guerre, tant politique qu'économique, mais aussi de l'état, y compris réciproque, des opinions publiques, ont imaginé, dans un souci réaliste et pragmatique, une construction par étapes " sui generis ".

Les premières institutions élaborées à cette époque en étaient la conséquence et le prolongement. Elles ont rendu d'immenses services : Union économique et monétaire, liberté de circulation, un droit économique, notamment de la concurrence, sophistiqué, des politiques communes (agriculture, développement des territoires...), bref, un " espace de paix régi par le droit " selon la belle formule de Michel Rocard.

Mais, aujourd'hui, sont-elles encore adaptées aux défis nouveaux : contrepoids à la superpuissance économique américaine et à la culture qu'elle véhicule, élaboration et mise en œuvre d'une politique étrangère et d'une politique de défense communes, lisibilité de ses actions par les différentes opinions publiques, conciliation entre approfondissement des politiques et élargissement de l'Union à de nouveaux Etats ... ?

L'entrée de dix nouveaux pays fait éclater au grand jour les difficultés :

-
- Le Conseil des Ministres pourra-t-il fonctionner à 25 dans des conditions de majorité suffisantes et une adhésion de tous sans risque de constitutions de minorités de blocages trop aisées, variables selon les sujets et, au bout du compte, paralysantes ?
-
- La Commission qui trouvait une bonne part de son efficacité dans son caractère restreint pourra-t-elle poursuivre sa mission de conciliation des points de vue et d'impulsion avec 25 ou 30 commissaires, un par pays au moins, ceux-ci se sentant désormais plus représentants de leur pays d'origine que porteurs collectifs et indépendants d'un projet commun ?
-
- Le " Parlement " européen qui n'a cessé, au fil des traités successifs de grignoter de nouveaux pouvoirs sans pour autant se voir reconnaître une légitimité accrue parviendra-t-il à exprimer des positions cohérentes et lisibles alors qu'il n'a pas su ou pu le faire à de rares exceptions près jusqu'à maintenant. Bref, trouvera-t-il, à l'avenir, la place qu'il n'a pas su trouver dans le passé ?

Le seul fait de poser ces questions induit la réponse : le plus probable est que NON !

Si l'on ajoute à cela, comme le dit très bien Jean-Louis Bourlanges, qu'aux trois questions : " Qui sommes-nous ? ", " Que voulons-nous faire ensemble ? ", " Que voulons nous faire séparément ? ", il n'a jamais été apporté de réponses claires, la vérité est que l'Europe pâtit lourdement d'une absence de vision, d'une absence d'esprit, certains diront d'âme, et d'une perte progressive, lente mais continue, du citoyen.

La seule expérience que se soient vraiment appropriée les opinions publiques concernées aura été celle de l'euro parce qu'elle aura été simple, lisible, compréhensible par tous et sans doute liée, dans l'esprit d'une bonne part des citoyens, à une contrainte de moins et donc à une facilité supplémentaire de circulation au sein de l'Union. Mais cet important acquis risque lui-même de sombrer si l'on n'y prend garde avec le fait que la gouvernance économique de la zone euro est en train de s'effondrer dans l'indifférence générale ainsi qu'en témoigne la rupture du Pacte de stabilité. Or il n'est pas de monnaie durable sans une politique économique cohérente l'accompagnant dans la zone concernée.

Avec une Commission à la légitimité démocratique de plus en plus contestée, et devenant vite un bouc émissaire, un Conseil des ministres de moins en moins opérant, un Parlement quasi inexistant, les opinions publiques ne s'y retrouvent pas. Ce qui favorise, au surplus, la solidification d'électorats d'extrême droite dans nombre de pays membres.

L'inefficacité de nos institutions européennes est encore plus patente en matière de politique étrangère et de défense – même si dans cette dernière une petite lueur d'espoir apparaît aujourd'hui - pourtant essentielle dans la préservation des intérêts des pays membres dans le reste du monde, la protection de leurs ressortissants, la promotion de leur modèle social et culturel face à l'hégémonie croissante des Etats-Unis : pas de politique commune dans les Balkans, divergences éclatantes à propos de l'Irak, inefficacité pour ne pas dire inexistence au Proche-Orient ..., les exemples, malheureusement, abondent.

Comment obtenir une ligne de conduite commune avec une Grande-Bretagne foncièrement atlantiste - et toujours alignée sur les Etats-Unis, avec de nouveaux pays entrants considérant que les Etats-Unis ayant été les principaux protagonistes de la chute du mur de Berlin et du communisme, eux seuls peuvent être, à l'avenir, garants de leur sécurité, avec une Espagne et une Italie toujours attentives aux sirènes américaines, avec encore quatre pays – la Finlande, la Suède, l'Autriche et l'Irlande – qui considèrent que c'est la neutralité qui, seule, préservera leur sécurité et leur paix ?

La nouvelle Europe ne risque-t-elle pas de devenir le champ clos de batailles interminables sur tous les sujets où ne s'exprimeront plus, à défaut d'une ambition, d'une vision politique commune soutenue par une majorité suffisante des opinions publiques, que les égoïsmes nationaux étroits ? Avec, comme corollaire inévitable, une désaffection croissante des opinions publiques ! La volonté de rester ensemble des gouvernements mais aussi et surtout celle des peuples sera-t-elle suffisante pour éviter une telle évolution qui porterait en elle tous les germes d'une stérilisation de l'Union, prélude à des irrédentismes, voire à son éclatement ou son cantonnement à une simple zone de libre échange ?

Afin, non seulement de prévenir ces deux dernières éventualités, mais encore de forger de vraies politiques nouvelles, notamment en matière de politique étrangère et de défense, ne convient-il pas de donner un nouveau souffle en Europe ?

Certains, pour dépasser les blocages existants, proposent de créer des " noyaux durs " de pays se mettant d'accord sur de nouvelles politiques, allant de l'avant, montrant un chemin auquel d'autres Etats pourraient progressivement se rallier. A l'appui de leur thèse, ils arguent de deux exemples principaux, il est vrai très significatifs, l'espace Schengen et la zone euro. Plusieurs questions se posent néanmoins, au regard d'une évolution de ce type, si elle devait se généraliser. D'abord, tous les

pays n'y sont pas favorables, notamment les nouveaux entrants. Au surplus, selon les politiques, les " noyaux durs " risquent d'être différents.

Nous y retrouverons-nous dans ces " Europes " à géométries variables ? la complexité des engagements qui en résulteraient n'obligerait elle pas à de multiples négociations permanentes en parallèle, s'influençant les unes les autres, sur de nombreux sujets et avec des partenaires chaque fois, au moins pour une part, différents ? Est-ce vraiment gérable, simplement sur le moyen terme ? Les innombrables débats qu'ils susciteront – s'ils peuvent être sains dans leur principe et le fond des sujets – ne feront ils pas apparaître une lassitude croissante des opinions publiques devenues témoins-arbitres d'une litanie de conflits incessants qui ne manqueront pas de se révéler ?

Enfin, si ce devait être, comme on peut le penser, le plus souvent le couple franco-allemand qui devait être à l'initiative de ces " noyaux durs ", l'indisposition croissante ressentie par les autres pays à son égard ne finirait elle pas par poser vraiment problème ?

Le débat sur la " Constitution européenne " a montré que l'Espagne et la Pologne au moins entendaient être considérées comme de grands pays, ce qu'ils sont évidemment, et supportaient mal de n'être pas déjà pour le premier, aussitôt son entrée pour le second, traités sur un pied d'égalité avec les plus importants des anciens. Quoi qu'on puisse en penser, c'est un fait.

Afin de redonner de l'âme et d'éviter l'enlisement, de consolider les acquis et d'endiguer les remises en cause insidieuses, de construire de nouvelles politiques affirmant l'Europe dans le monde et de mettre un terme à sa non existence collective sur les grands terrains internationaux, enfin d'obtenir l'adhésion des opinions publiques à un vrai projet commun et d'éviter des distanciations de sa part et des " recroquevillements " nuisibles à tous, n'est-il pas temps de changer de changer notre fusil d'épaule ? Et, plutôt que de s'enfermer dans des impasses, de regarder les choses en face.

Bref, de reposer vraiment la question de la constitution d'un véritable **Etat Fédéral Européen**. Certes, cette question peut paraître irréaliste, hors d'atteinte, voire pour certains hors de propos ...

Quelques remarques, néanmoins, pour essayer de ré-initier le débat au delà des blocages psychologiques et idéologiques.

Les avantages d'un Etat fédéral seraient nombreux même si, bien sûr, à elle seule sa constitution ne réglerait pas tout. Un Gouvernement fédéral, issu d'un processus d'élections généralisées dans tous les pays, au même moment, disposerait d'une vraie légitimité démocratique de plus en plus contestée à la Commission.

Cela, au surplus, mettrait fin à une aberration juridique, que l'on essaie de nous imposer dans l'indifférence générale, au terme de laquelle, le Conseil des Ministres, par essence de nature exécutive et décisionnelle serait un des deux pouvoirs législatifs de l'Europe conjointement avec le " Parlement européen ". Le Parlement européen, enfin constitué deux chambres, l'une élue au suffrage universel direct et l'autre représentant les Etats serait alors un vrai Parlement. L'identification de ces pouvoirs au moins serait claire pour les ressortissants des pays membres. Resterait précisément à déterminer quels seraient les pouvoirs de ces institutions. Le principal et, à vrai dire, seul débat sérieux étant alors celui de l'établissement de la liste des compétences relevant de l'Etat fédéral et de celles relevant des Etats membres ainsi que celui de leur articulation juridique.

A examiner de près la " Constitution " préparée avec tant de doigté par le Président Valéry Giscard d'Estaing, il ressort qu'un très grand nombre d'articles pourraient être repris tels quels et qu'il suffirait d'en rajouter un certain nombre pour atteindre l'objectif désiré.

Certes, la réflexion collective sur la répartition des compétences fédérales et des compétences des Etats donnerait-elle lieu à de nombreux débats, mais, au moins, un socle solide et clair pourrait-il être

établi, de nature à donner des légitimités démocratiques indiscutables et à refaire sentir à chaque citoyen son lien direct entre elles et lui, donc à le faire participer.

Le Gouvernement européen, de son côté, pourrait être homogène, exister internationalement en matière de politique extérieure et de défense, avoir une politique économique en cohérence avec sa monnaie, c'est-à-dire, pour l'essentiel les compétences régaliennes traditionnelles. La culture, le débat social entre davantage de redistribution ou davantage de liberté, la sécurité intérieure, l'intégration, la famille, etc. ... restant du domaine des Etats. Rapidement il apparaîtrait que, par exemple, les politiques fiscales devraient être harmonisées, mais aussi bien d'autres tout en laissant d'importantes marges de manœuvre aux Etats et en maintenant la souplesse nécessaire – pour par exemple respecter la neutralité des Etats qui le souhaitent, leur permettant chacun de respecter leur histoire et leur spécificité propre qui sont autant d'éléments de la richesse de l'Europe. Contrairement à des idées répandues, aux Etats-Unis, la compétence des Etats est beaucoup plus large que celle de l'Etat fédéral pour tout ce qui concerne la vie de tous les jours des citoyens. L'idée n'est ni nouvelle ni originale, mais, au moins, elle a fait ses preuves !

Refuser ce débat entre maintien des institutions actuelles et constitution d'un Etat fédéral d'égal poids à celui des Etats-Unis constitue, à mes yeux, une forme d'abandon impardonnable face à eux et qui forcément sera très coûteux pour les européens à l'avenir. Que chacun se fasse son jugement et son choix ...

JP.D

" Les Etats-Unis et l'Islam : la nouvelle donne " ***Gilles Kepel, Professeur des Universités à Sciences Po Paris***

Le 15 octobre dernier, Géostratégies 2000 a convié Gilles Kepel, Professeur des Universités à Sciences Po Paris, à venir analyser l'évolution des relations entre les Etats-Unis et les Etats du Moyen-Orient. Responsable du programme doctoral " Monde musulman ", rue Saint-Guillaume, cet expert de renommée internationale a débattu avec une assistance nombreuse, de la nature des rapports stratégiques existant entre l'Amérique et l'Islam. Il s'est efforcé de clarifier une situation complexe, où s'entremêlent le conflit israélo-palestinien et l'impasse irakienne, et d'esquisser les grandes lignes de la future donne internationale.

Avant d'attaquer le vif du sujet, Gilles Kepel choisit de saluer un événement symbolique de la plus haute importance : l'attribution du Prix Nobel de la Paix à une avocate iranienne Shirin Ebadi . A son retour à Téhéran, une manifestation populaire de masse s'est " spontanément " formée, plongeant le gouvernement dans l'embarras et les conservateurs dans la fureur ! Cette reconnaissance officielle du combat de Shirin Ebadi pour le droit des femmes ébranle l'équilibre très fragile du gouvernement iranien actuel. Le président Khatami, qui doit composer avec les religieux très conservateurs de Qom, vit dans la hantise d'un soulèvement des classes moyennes, prélude à la chute du régime islamique, réformateurs compris, explique-t-il. Puis, Gilles Kepel, après ce prélude fondamental, développe la problématique proposée par Géostratégies 2000.

Depuis l'intervention américaine en Irak, une nouvelle donne se met en place, dans un contexte de grande incertitude, souligne Gilles Kepel. Les Etats-Unis ont réussi à faire tomber Saddam Hussein, mais ils ne parviennent pas à transformer leur succès militaire en victoire politique. Les " néo-conservateurs " du Pentagone pensaient que la société civile irakienne irait au devant des armées alliées, que l'Irak se transformerait rapidement en une démocratie. Ils imaginaient une nouvelle prospérité pour un Moyen-Orient, désormais en paix avec Israël, et où l'Arabie Saoudite n'occuperait plus une position hégémonique. Disposant ainsi de moins de facilités pour financer le terrorisme. Malheureusement, ces prédictions ne se sont pas concrétisées. Les règles de transition démocratique, qui ont fait merveille dans les anciens pays de l'Est, ne peuvent s'appliquer au Moyen-Orient. Elles se heurtent à une logique intellectuelle différente, observe-t-il, ce que n'avaient sans doute pas envisagé les " soviétologues " de la Maison Blanche.

La carte du pétrole

En fait, au Moyen-Orient, la politique américaine " marche sur deux jambes ", qui, encore récemment, s'écartaient de plus en plus, rendant l'exercice particulièrement périlleux. Il y a la " jambe pétrolière " qui s'appuie sur les " Accords du Quincey ", du 14 février 1945. Ce jour là, le Président Roosevelt -de retour de Yalta- et le roi d'Arabie Saoudite se rencontrent sur le croiseur " Quincey " sur le canal de Suez, afin de sécuriser la question pétrolière, face au nouvel empire soviétique en cours de création. Celui-ci possède de gigantesques ressources, en Sibérie et en Azerbaïdjan, mais il pourrait également convoiter les mers chaudes. Pour jouer un rôle de grande puissance mondiale, il est capital de contrôler la zone des hydrocarbures du Golfe. Jusqu'alors, c'étaient la France et la Grande Bretagne, en tant que puissances coloniales, qui s'en chargeaient. Désormais les Etats-Unis vont les remplacer. Les Saoudiens fournissent leur pétrole au cartel " Aramco " ; en contrepartie, les Américains garantissent la sécurité de la famille Saoud et son contrôle sur la rente pétrolière. Cette rente a un poids déterminant dans les régimes du Moyen-Orient et constitue un enjeu majeur pour le contrôle politique de la région, souligne Gilles Kepel. En Algérie, c'est l'état-major militaire qui détient ce contrôle. Cela lui a permis d'instaurer un système autoritaire, d'imposer ses vues à la population. En Arabie Saoudite, c'est la famille Saoud. C'est donc un système de gérontocratie qui est au pouvoir, ce qui est très néfaste pour la bonne marche d'un régime, pour sa capacité à faire face aux mécontentements. En Iran, c'est le haut clergé, installé à Qom, qui est le maître du jeu... Contrairement aux Européens, les Américains se sont focalisés uniquement sur le contrôle des ressources. Ils ont laissé de côté la gestion politique et administrative. Et aujourd'hui, ils ne sont pas préparés à affronter les défis liés à l'invasion de l'Irak et à sa reconstruction.

La sécurité d'Israël

La " seconde jambe " repose sur le soutien à Israël, affirme Gilles Kepel. Celui-ci s'est consolidé peu à peu. En 1945, les USA éprouvaient de la méfiance, leur manque d'intérêt était évident. Le lobby pro-Israël était mal organisé, les Juifs souffraient encore de certaines formes de discrimination, notamment dans les milieux conservateurs. L'année 1956 marque un tournant. Le Président Eisenhower fait pression sur la France, la Grande-Bretagne et Israël, pour qu'ils se retirent du Canal de Suez. Il signifie aux deux premiers qu'ils sont maintenant hors jeu dans la région, et se pose en nouvel allié de l'Etat hébreu. Parallèlement, l'expansion soviétique dans cette zone effraie l'Amérique. Elle s'inquiète de voir basculer dans le camp de l'URSS, l'Egypte de Nasser, l'Irak baassiste et la Syrie. La guerre des Six Jours, en 1967, ancre définitivement les Américains aux côtés des Israéliens. Ceux-ci ont gagné grâce aux Mirage français, mais c'est la fin d'une époque. La politique française opère un revirement, De Gaulle se rapproche du monde arabe. En même temps, le groupe de pression en faveur d'Israël, soutenu par les syndicats et les démocrates, se développe de plus en plus aux Etats-Unis. Et subrepticement, la sécurité d'Israël devient la priorité de la politique globale américaine, avant même le contrôle du pétrole. Et là, les USA se heurtent à un problème. Ils ont besoin d'un gendarme, d'un sous-traitant militaire. L'Egypte de Sadate comprend ce souci, elle se détache de l'URSS et se rapproche des Etats-Unis, au début des années 1970. Avant d'entamer son processus de paix avec Israël, qui aboutira aux Accords de Camp David en mars 1979. Cette même année, en janvier, le Shah

est chassé d'Iran et l'Ayatollah Khomeiny rentre triomphalement à Téhéran. L'Iran, qui était le "gendarme" du Golfe, au profit des Américains, rompt toute relation avec eux. Et Israël voit son rôle de "contrôleur militaire" renforcé. En 1991, la première guerre du Golfe offre au Président Bush l'occasion de résoudre le problème des "deux jambes". Il espère utiliser la victoire totale sur l'Irak et le consensus mondial qui existe alors pour résoudre le conflit israélo-palestinien. S'il renonce à renverser le régime de Saddam Hussein, c'est pour mieux contraindre Israéliens et Palestiniens à entrer dans le processus de paix, qui débouchera sur les Accords d'Oslo. Ces deux pays sont alors très affaiblis, rappelle Gilles Kepel. Avec la première Intifada, Israël a perdu le contrôle de l'image, sa stature morale est abîmée, les Palestiniens deviennent à leur tour des victimes. Mais, eux aussi, se heurtent à de grosses difficultés. L'Intifada coûte cher, Arafat commet une énorme erreur en soutenant publiquement Saddam Hussein. Les pays arabes modérés lui coupent les crédits. C'est la déroute économique et financière. Parallèlement, le régime soviétique s'écroule. Vaincu en Afghanistan, il laisse la voie libre aux "Freedom Fighters", des Jihadistes soutenus par l'Amérique, le Koweït et l'Arabie Saoudite, qui, une fois au pouvoir, s'éloignent rapidement de leurs anciens protecteurs.

Déconvenues diplomatiques et montée du terrorisme

Très vite, toutefois, on assiste à une érosion graduelle du processus de paix. Le business mondial ne s'intéresse pas à la région, les enjeux économiques (liés aux marchés de l'eau et de l'électricité en Jordanie et en Palestine) sont trop faibles. Les Palestiniens perçoivent les négociations comme un contrat de dupes. Elles n'empêchent ni les installations de colonies, ni les interventions d'Israël dans la bande de Gaza. De plus, Arafat, soupçonné de détourner des fonds publics à son profit, déçoit les espoirs placés en lui. Les Israéliens, de leur côté, remettent aussi en cause les accords d'Oslo. Et dès 1996, le processus de paix est dynamité. Pour faire pression sur Israël, pour être en position de force lors de la reprise des négociations, Arafat déclenche la seconde Intifada, "l'Intifada des Mosquées". Mais, c'est là encore une grosse erreur d'appréciation ; Sharon ne cède pas et Arafat perd tout contrôle. De même, lorsque Israël retire ses troupes du Liban Sud, Arafat interprète ce geste comme une victoire pour son peuple. Israël, en fait, cède seulement à la pression de son opinion publique. Cette occupation lui coûtait trop cher en vies humaines. Le Likoud, les néo-conservateurs ne privilégient plus qu'une seule solution : la chute du régime de Saddam Hussein, à laquelle vont se rallier les Américains. Un autre abcès demeure : le Jihadisme. Les Islamistes, qui ne parviennent pas à prendre le pouvoir (excepté en Iran, où ils ont pu compter sur le consensus de toute la société) basculent dans le terrorisme. Ils substituent à la mobilisation de masse la mobilisation par réseaux, dont l'objectif est de provoquer des attentats. Le Hamas et le Jihad islamique s'emparent de l'Intifada bien avant le 11 septembre. L'impasse est entière au Proche-Orient. Face à une suprématie militaire israélienne totale, les Palestiniens ripostent avec des voitures suicides, ce qui leur apparaît comme la réponse la plus rationnelle. Le 11 septembre s'inscrit dans cette logique, même si de nombreux points d'ombre subsistent, relève Gilles Kepel. Y a-t-il eu manipulation du réseau Ben Laden et par qui ? En tout cas, cette tragédie a permis aux Américains de laver le traumatisme du Vietnam, d'envoyer des troupes terrestres à l'étranger (Afghanistan) et de fournir une justification à l'invasion de l'Irak, reconnaît-il. Mais, leur méconnaissance de la région et leur approche trop influencée par l'exemple de l'Europe de l'Est, les ont conduits à l'échec. Ce sont les idéologues, les néo-conservateurs, qui avaient vu leurs méthodes réussir dans l'ancien empire soviétique, qui ont eu le dernier mot. Ils l'ont emporté sur les réalistes, les tenants de la "jambe pétrolière". Et aujourd'hui, les Américains sont prisonniers d'une logique de dominos, à l'indochinoise. Pour sortir de l'impasse irakienne, l'une des clés se trouve en Iran. Si le régime tombe, la réorganisation de l'Irak et du Moyen-Orient dans son ensemble, sera beaucoup plus facile. D'où l'influence de l'attribution du Prix Nobel de la Paix. Représente-t-il réellement un geste d'innocence politique, s'interroge Gilles Kepel.

Après cet exposé très dense, Serge Rechter invite Gilles Kepel à dialoguer avec les nombreux membres du Club, présents à cette rencontre.

Raymond Douyère (Membre du Conseil de la Politique Monétaire, ancien Député) : *Dans l'intervention des Américains en Irak, l'Islam est-il réellement en cause ? Ne serait-ce pas plutôt un premier pas pour encercler la Chine ?*

Une réflexion s'impose sur les rapports de puissance qui vont s'établir au XXIème siècle. La Chine réussit la gageure de bouleverser son économie, de la libéraliser et de l'ouvrir sur l'extérieur tout en gardant le Parti Communiste aux commandes. Elle se pose en grand rival des USA. Or, elle ne possède pas de ressources énergétiques et a besoin de sécuriser son accès au pétrole et au gaz. Il est possible que les Américains souhaitent contrôler le Golfe Persique pour éviter que la Chine ne s'en empare. Mais c'est un objectif à long terme. A moyen terme, leur but est d'assurer la sécurité d'Israël et d'approvisionner le monde occidental en pétrole bon marché. (monde occidental qui, comme les pays pauvres au demeurant, a subi deux chocs pétroliers, auxquels la situation moyen-orientale n'était pas totalement étrangère, observe S. Rechter).

Jacques Lutfalla (Contrôleur Général des Armées) : *Quel est le poids de l'arme atomique dans la région ?*

L'Iran est en train d'œuvrer pour obtenir l'arme atomique, en violant les dispositions de l'Agence pour l'Energie Atomique. Il s'est mis à dos la communauté internationale, très préoccupée par la question de la prolifération atomique. Or, actuellement, le régime des mollahs est confronté à beaucoup d'autres problèmes. Dans le sous-continent indien, détenir l'arme atomique représente pour le Pakistan un moyen de rétablir l'équilibre de la terreur. Il y a là un enjeu majeur pour les Américains qui mesurent leur impuissance et ne parviennent pas à nouer des rapports cordiaux avec l'Inde. C'est un jeu de dominos complexes, auquel l'Arabie Saoudite pourrait bien, à son tour, participer.

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat, Président du Conseil de l'IHEDN) : *Pouvez-vous nous éclairer sur la dimension internationale de l'activisme musulman ? Au Maroc, en Irak, en Palestine ?*

Les Chiïtes ne sont pas tous des Khomeiny. Ils ont une tradition de persécution, un peu comme les Juifs. Il y a chez eux une survalorisation du savoir, surtout religieux. Ils forment une communauté très intellectuelle, attirée par le communisme, comme en Irak. Dans ce pays, les dirigeants du Parti sont des fils d'ayatollahs. Les Américains pensent que l'on peut trouver un terrain d'entente avec eux. Mais, ils sont trop optimistes, et sous-estiment la diversité des chiïtes, qui obéissent à des ayatollahs particuliers. En Irak, il y a les " quiétistes ", qui ne recherchent pas la confrontation politique. Face à eux, il y a ceux pour qui le religieux doit contrôler le pouvoir politique. En Palestine, le Hamas bénéficie des échecs de la politique d'Arafat, de son inconséquence et de son inconduite. Le monde musulman vit d'une manière globalisée. Il regarde la chaîne Al Jaisira, vit dans le culte du martyr et de l'opposition aux ennemis de l'Islam. Au Maroc, Mohammed VI a incriminé la main de l'étranger dans les attentats de Casablanca. En réalité, son pays connaît actuellement une transition difficile. Hassan II avait fondé son pouvoir, non pas sur la bourgeoisie urbaine, qui souhaitait la fin de son régime, mais sur le monde rural. Or, celui-ci est en train de s'exiler vers les banlieues déshéritées et se nourrit de culture jihadiste. Aujourd'hui, le Maroc doit changer de mode de gouvernance. La mouvance islamiste apparaît comme une force d'opposition. Le nouveau roi doit promouvoir les classes moyennes urbaines, asseoir son système sur une représentation pluraliste de ces classes. C'est un défi majeur.

Un exposé nourri par la réflexion d'un universitaire de premier plan...s

(Propos non relus par les participants)

Marie-Clotilde Hingray

"Doctrine d'engagement de nos armées dans les crises actuelles, prévisibles et possibles ? Evolue-t-elle face aux nouvelles caractéristiques de ces crises ? "

Général d'Armée Henri Bentégeat, Chef d'Etat-Major des Armées

Le jeudi 20 novembre, Géostratégies 2000 a invité le Général d'Armée Henri Bentégeat, Chef d'Etat-Major des Armées, à venir nous exposer l'actuelle doctrine d'engagement de nos armées et ses évolutions. Devant une très nombreuse assistance, où se mêlaient personnalités politiques et militaires, l'ancien Chef d'Etat-Major particulier du Président de la République a insisté sur le changement radical du contexte international, et sur la complexité croissante des missions confiées à nos armées. Face aux crises qui se multiplient et aux attaques terroristes, il a réaffirmé sa volonté de relever le pari de " faire vivre la paix ".

" On ne rattrape pas en temps de guerre le retard de pensée du temps de paix ". C'est cette citation d'un Général allemand que le Général d'Armée Henri Bentégeat a choisi pour illustrer ses réflexions. La donne stratégique s'est transformée, le monde traverse de graves turbulences, nous ne savons plus à quelle guerre nous allons être confrontés, ni dans quel environnement elle se situera, quels seront nos ennemis ou nos alliés, souligne-t-il. Il faut donc actualiser notre politique de défense et de sécurité, tout en privilégiant l'ambition nationale de faire vivre la paix. Voilà pourquoi nous attachons une telle importance à la prévention.

Un contexte international complexe et dangereux

Deux facteurs prévalent en ce début de XXIème siècle. D'une part, la domination militaire américaine et la mise en évidence de ses limites, et de l'autre, l'omniprésence du terrorisme, la force de ses réseaux. Il n'existe plus un vecteur unique de menace, comme lorsque le monde était divisé en deux blocs. L'instabilité frappe aux portes de l'Europe, on assiste à une prolifération sans précédent des armes nucléaires et chimiques ; au développement du terrorisme, à la dégradation de la sécurité en Afrique et à une évolution dramatique au Proche et au Moyen-Orient. Un échec américain en Irak serait tragique pour la communauté internationale, mais leur réussite ne signifie pas que le multilatéralisme soit voué à l'échec, observe le Général d'Armée Henri Bentégeat. Il n'existe pas de modèle unique dans le traitement des crises. L'intercession de la Chine en Corée du Nord et de l'Union Européenne en Iran le prouvent. Face à ce bouleversement des problématiques politico-militaires, de nouvelles doctrines apparaissent, destinées à mieux cerner, localiser et contrôler les menaces. Il y a d'une part la préemption prônée par les Etats-Unis et d'autre part l'engagement préventif dont s'est fait l'avocat M. Solana pour l'Union Européenne. L'idée de modifier les règles et les normes du droit international fait également son chemin. Cela conduit à une extension des engagements de l'OTAN et de l'Union Européenne, et de façon plus inattendue, à des progrès dans la construction de l'Europe de la Défense. En 2003, deux opérations militaires auront été réalisées par l'UE, " Artemis " en Côte d'Ivoire et " Concordia " en Macédoine. L'Europe de la Défense passe du concept à la réalité et fait figure de nouveau grand chantier, après le marché unique et l'euro, se félicite le Général d'Armée Henri Bentégeat, tout en insistant sur le choix de la France de demeurer une puissance militaire complète, de façon autonome s'il le faut.

Des ambitions de grande puissance

Nous revendiquons notre politique de dissuasion nucléaire, notre capacité à intervenir dans tous les domaines et à prendre le commandement d'opérations internationales. Cette orientation explique la loi de programmation militaire et les décisions budgétaires favorables à nos armées, mais elle est parfois délicate à mener en raison de la position de l'OTAN, qui encourage la spécialisation. Car, cette politique s'inscrit dans le cadre de la construction européenne et de l'Alliance atlantique. Depuis Saint-Malo, nous jouons un rôle très actif dans les domaines institutionnels et militaires de la construction de la PESD, nous nous efforçons de renforcer les organisations internationales, les coopérations bi et multilatérales. Il nous reste cependant de nombreux efforts à accomplir, reconnaît le Général d'Armée Henri Bentegeat. Nous devons améliorer nos dispositifs de veille stratégique, nos moyens de renseignement, un retour vers une politique spatiale plus active est souhaitable. Il faut également développer la cohérence de nos systèmes de force ; exploiter les leçons tirées des conflits, privilégier les entraînements inter-armées (avec les forces spéciales...). Nos armées sont appelées à jouer un rôle plus important au service de l'action extérieure, elles doivent maintenir des relations de confiance avec nos Alliés engagés en Irak, assurer la crédibilité de l'Europe de la Défense. Fondée sur l'action du couple franco-allemand, celle-ci s'appuie de plus en plus sur le Royaume-Uni, qui manifeste son désir de s'impliquer davantage. Nous devons également opérer un rapprochement pragmatique avec l'OTAN : c'est une nécessité absolue ; notre inter-opérabilité avec les autres pays de l'Alliance, tout particulièrement les Américains et notre capacité à entrer en premier sur un théâtre au sein d'une coalition en dépendent. Notre engagement renouvelé en Afrique (Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Centrafrique) témoigne de notre volonté d'assumer nos responsabilités sur la scène internationale, mais dans un cadre légal, en encourageant le multilatéralisme africain et en accord avec les résolutions de l'ONU, note le Général d'Armée Henri Bentegeat, qui s'élève vigoureusement contre les critiques visant les capacités d'adaptation de notre Défense, accusée, pêle-mêle, de s'accrocher à une doctrine figée et d'engloutir une trop grande part du budget du pays. Au contraire, depuis 1996, il y a une adaptation et une transformation constante du modèle d'armée. Une réflexion globale est menée sur la gestion des crises, sur le rôle des forces armées et sur celui des forces de sécurité. Nous nous efforçons de définir au mieux nos actions sur le théâtre national, de ne jamais empiéter sur un métier qui n'est pas le

nôtre. Nous sommes en train de consolider notre professionnalisation, au travers des recrutements, des formations, d'une politique de fidélisation. Mais, il nous reste encore à mettre sur pied un système de réserve adéquat. Nos armées vivent cette transformation à la française, sans rupture, en accompagnement des évolutions de la société, en particulier par la réforme du statut général des militaires, au sein de la construction de l'Europe de la Défense et dans la légitimité internationale, conclut le Général d'Armée Henri Bentegeat.

Le débat, animé par Serge Rechter, a été l'occasion d'un dialogue stimulant et passionnant entre le Général d'Armée Henri Bentegeat et les membres du Club.

Xavier de Villepin (Sénateur, ancien Président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces Armées) : *Y a-t-il une évolution de notre doctrine nucléaire ? Quelle est votre position sur les anti-missiles ?*

Pour que la dissuasion nucléaire soit crédible, elle doit être connue de tous. En juin 2001, en période de cohabitation, le Président de la République a défini une nouvelle doctrine, prenant en compte les transformations du contexte international. Le niveau des moyens a été revu à la baisse (suppression notamment du Plateau d'Albion) en fonction de l'évolution de la menace (diminution des arsenaux soviétiques). Cependant, une réflexion a été engagée pour répondre aux nouvelles menaces terroristes, aux nouvelles armes biologiques et chimiques, qui jusqu'alors n'étaient pas prises en compte. Comment agir sur la rationalité d'un " fou " ? En attaquant ses instruments de pouvoir, en les détruisant mais en portant atteinte au minimum à sa population. Désormais, la frappe est plus ciblée, elle n'est plus orientée systématiquement vers telle ou telle puissance nucléaire. Nous suivons avec attention la question des anti-missiles, nous participons aux travaux de l'OTAN, et du Conseil OTAN/Russie. Nous avons la conviction technique qu'ils pourront un jour arrêter certains missiles

balistiques. Pour les missiles de croisière, c'est plus compliqué. Selon nous, ces systèmes ne sont pas en mesure de protéger les populations. Ils peuvent par contre limiter les pertes de troupes engagées sur un théâtre d'opérations. Nous travaillons donc également sur des défenses anti-missiles pour nos troupes.

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *Quelle peut bien être la définition des intérêts vitaux dans la rationalité d'un " fou " ?*

C'est à nous de définir nos propres intérêts vitaux. En détruisant les Twin Towers à New York, à mon avis, les terroristes ont touché aux intérêts vitaux américains, avec pour conséquence les interventions en Afghanistan et en Irak. Les Etats-Unis ne pouvaient cependant pas utiliser la dissuasion nucléaire car ils n'avaient pas la preuve de l'implication directe du gouvernement afghan dans ces actes de terrorisme.

Jacques Boyon (Secrétaire Général de l'IRIS – Ancien Ministre) : *A quand une adaptation du Livre Blanc ? Quelles perspectives pour l'Europe de la Défense ? N'y aurait-il pas un consensus plus large en faveur d'une " Europe Puissance " chez les responsables militaires, par rapport à leur homologues politiques ?*

Le Livre Blanc date de 1994. Si la seconde partie est désormais obsolète, beaucoup de données fondamentales étaient déjà pressenties dans la première. Il faut songer à une nouvelle édition, d'ici trois à quatre ans. Il serait risqué de s'y atteler immédiatement, car il y a trop de facteurs d'incertitudes. Quant à l'Europe de la Défense, je suis confiant en l'avenir. Le projet de la Convention, qui fait l'objet d'un accord entre la France et l'Allemagne, est en cours de négociation avec les Britanniques. Ceux-ci ont approfondi les questions de coopération structurée, nous ne sommes pas loin d'aboutir. Le Royaume-Uni se montre désormais plus favorable à une planification opérationnelle européenne, c'est un grand progrès qui ouvre la voie à un accord global sur le plan politique. Certains responsables militaires de pays de l'Union Européenne sont très attachés à l'OTAN, et ne se sentent guère d'affinités immédiates avec l'Europe de la Défense. Ils s'interrogent sur la pertinence d'un cercle nouveau, doté de moins de capacités, mais ne songent pas à contester. Si les diplomates de ces pays émettent à leur tour des réserves et se montrent moins européens que leurs responsables politiques, cela peut devenir préoccupant...

Général Jean-Michel de Widerspach-Thor (Conseiller militaire auprès de EADS) : *Vous parlez du rapprochement France/OTAN. Mais, qu'en est-il du pilier européen de l'OTAN ?*

Le " pilier européen " de l'OTAN est une notion préexistante à l'Europe de la Défense. Cette notion traduit une forme de solidarité européenne, qui bénéficie des infrastructures et des moyens de l'OTAN (dont les Européens assument une partie des coûts). Elle est à l'origine de voies d'action de l'Union Européenne, comme l'opération Concordia en Macédoine ; mais suppose bien sûr, que tous les pays de l'OTAN soutiennent l'action envisagée. Parallèlement, se développent donc des initiatives plus indépendantes, d'un point de vue européen, comme Artemis au Congo. Il faut essayer de faire cohabiter ces différents degrés d'intervention. Mais, le rôle important du " pilier européen " ne doit pas être négligé.

Gérard Corre (Ingénieur Général – CGTI) : *Comment se réalisent les choix stratégiques ? Y a-t-il une certaine pression du côté des financements ?*

C'est le financement qui conditionne les actions militaires ; or celui-ci repose sur les ressources du budget alloué à la Défense. Il n'est pas envisageable d'imaginer de grands financements extérieurs. Toutefois, on commence à réfléchir à des modes de financement innovants. Par exemple, on choisit de payer des services au lieu d'acheter des équipements. On suit en cela l'exemple des Britanniques qui pratiquent cette méthode depuis longtemps déjà. Ils vont l'appliquer bientôt au ravitaillement en vol. Mais, des problèmes juridiques demeurent. Il y a également la crainte que ce processus n'induisse trop

de charges futures, en accroissant la part des dépenses de fonctionnement au détriment des autres. Dans ce cas, le budget de la défense risquerait de devenir ingérable. J'en profite pour rétablir une vérité assez malmenée. Ce n'est pas le budget de la Défense qui crée le déficit de la France. Les chiffres le prouvent. En 1965, le budget de la Défense représentait 4 % du PIB et 22 % du budget de l'Etat. Actuellement, les pourcentages sont respectivement de 2 % et 12 % .

Christian Formagne (Associé-Gérant ARJIL & Associés) : *Les financements innovants ne peuvent pas ne pas obérer les lois de programmation future. Il est urgent d'étudier une nouvelle articulation au niveau des forces armées et de leur organisation, dans un cadre européen.*

François-Xavier Martin (Directeur Marchés Télécom – Ferma – Vice-Président AX) : *Quelle est l'importance de nos forces aéro-navales ? Pourrait-on envisager un porte-avions franco-allemand ?*

Les forces aéro-navales coûtent cher. L'intérêt de l'Europe n'est pas de mutualiser l'ensemble des moyens. Toutefois, il existe une force navale franco-allemande, à laquelle s'associe la Belgique. Il est préférable que les Européens travaillent à géométrie variable, de manière coordonnée. Concernant un porte-avions franco-allemand, la question n'est pas à l'ordre du jour. Les contraintes budgétaires allemandes ne le permettraient pas.

Pascal Georges-Picot (Vice-Président Saint-Cyrienne) : *Ne manque-t-il pas une composante aux Armées, qui leur permettrait d'assurer des missions de type Vigipirate ?*

Le projet d'une Garde Nationale a été étudié, puis rejeté en raison d'un coût prohibitif pour la Nation. Avec Vigipirate, nos soldats patrouillent en France dans les endroits stratégiques (aéroports, grandes villes...) accompagnés par les forces de police. Ce sont des missions particulières, mais nous ne pouvons pas être absents du territoire national. Nos concitoyens ne le comprendraient pas. Ils comptent sur nous dans les difficultés, avec raison, même si nos moyens sont aujourd'hui plus comptés qu'hier.

René-Jacques Andrieu (Conseil Financier – Cabinet Andrieu) : *Quelle est la place de la femme militaire dans les armées d'aujourd'hui ?*

Désormais, il n'y a plus de quotas, ni de limitations au recrutement. Seules quelques interdictions demeurent, comme dans les sous-marins. Le pourcentage des femmes a augmenté de façon régulière, il atteint désormais les 12 %. L'armée française est l'une des plus féminisées de l'Union Européenne. Leur niveau universitaire est souvent supérieur à celui des hommes. Le seul souci réel viendrait de leur manque de mobilité. Après plusieurs années de service, elles souhaitent privilégier leur vie de famille et ne veulent plus partir à l'étranger, embarquer sur les bâtiments de la Marine Nationale. Globalement, elles apportent un équilibre relationnel, très bénéfique à nos armées.

Jean-Marc Berlioz (Directeur de l'IHESI – Inspecteur Général de l'Administration) : *Dans le cadre de Vigipirate, existe-t-il une doctrine qui attribue à chacun un champ de compétence, qui détermine les rôles ?*

Nous sommes très attentifs à ce problème. Nous nous opposons à ce que nos Armées s'engagent dans des aventures qui les pousseraient à assurer la sécurité de " zones grises ", à patrouiller dans des banlieues difficiles. Nous exigeons toujours la présence de la police judiciaire et restons en deçà de ce que la loi autorise. Pour les opérations extérieures, le contexte est différent. Dans les Balkans, nous luttons contre la criminalité organisée. Cela implique des actions de renseignements, mais nous les communiquons toujours à la justice et aux organes des Nations Unies sur place. Nous nous limitons à la sécurisation de zones, où ont déjà eu lieu des actions de police. Et, nous développons le rôle spécifique de la gendarmerie, qui a la mission d'intervenir dans la lutte contre la criminalité.

Général d'Armée Bertrand de La Presle (Vice-Président de Géostratégies 2000, Administrateur IHEDN) : *Quelle est la situation de la réserve citoyenne ?*

Nous avons pour objectif de compter 90.000 réservistes d'ici à 2008 /10. Mais ce pari n'est pas encore réussi, nous progressons lentement. Avec la fin du service militaire, le système de la réserve s'est effondré. Nous devons construire une nouvelle approche, inciter les engagés, à la fin de leur contrat, à devenir réservistes, recruter des jeunes qui n'ont jamais connu l'armée. La création de " conseillers municipaux défense " est une initiative très intéressante. Les préparations militaires peuvent aussi constituer un nouveau vivier. Nous voulons développer des partenariats avec des employeurs potentiels, ce qui nous permettrait de nous appuyer sur une réserve opérationnelle. Mais, cette piste est bloquée. Il faut modifier l'arsenal législatif, créer un système d'incitation pour les entreprises. Les Armées et le gouvernement doivent fournir un effort de communication considérable. Il faut créer une considération et des avantages particuliers pour les réservistes, qui offrent un volontariat indispensable à la Nations

Une réflexion de haut niveau, des réponses claires et précises, au cœur de la vocation centrale de Géostratégies 2000s

(Propos non relus par les participants)

Marie-Clotilde HINGRAY

***" Le terrorisme international : nébuleuse inorganisée ?
Connexions et actions concertées ? Réalites et perspectives "***
Jean-Louis Bruguière,
***Premier Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de
Paris***

Le mardi 16 décembre, Géostratégies 2000 a reçu un acteur majeur du combat contre le terrorisme, Jean-Louis Bruguière, Premier Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de Paris, chargé de l'instruction et de la coordination de la Section anti-terroriste. Après avoir brossé un tableau global de la situation actuelle, il a analysé les deux grands " abcès de fixation " ; l'Irak et le Moyen-Orient ; puis a fait le point sur les connexions régionales, les rapprochements en cours entre les divers mouvements et mouvances. Il n'a pas caché à l'assistance très nombreuse, qui l'écoutait avec une grande attention, que cette mondialisation du terrorisme constituait une grave menace pour l'Occident.

Les fêtes de fin d'année sont propices aux attentats. Heureusement, jusqu'à présent, ils ont toujours été déjoués. En décembre 1999, l'islamiste algérien, Ahmed Rassam a été arrêté à la frontière canadienne,

alors qu'il préparait une attaque contre l'aéroport de Los Angeles. C'était la première tentative d'Al Qaida de porter le fer sur le territoire américain. En 2000, des terroristes qui avaient pour cible le Marché de Noël de Strasbourg, ont été neutralisés à Francfort, et en 2002, c'est tout un réseau lié à la filière de la tchéchène, qui allait commettre un attentat chimique en France, qui a été démantelé. Actuellement, la majorité des réseaux d'Al Qaida sont décapités, indique Jean-Louis Bruguière. Il y a eu neutralisation physique, avec les bombardements en Afghanistan ; des interpellations de plusieurs chefs, et l'éclatement du noyau dur constitué autour des talibans et du mollah Omar. Mais cette déroute a accentué la planétarisation de la menace. Des zones grises, tribales, disséminées entre l'Afghanistan, le Nord du Yémen, l'Asie Centrale, le Kurdistan et le Caucase, s'organisent. Certains pays mènent un jeu trouble, en fournissant un appui discret aux Jihadistes, tout en transmettant certaines informations aux Occidentaux. L'Arabie Saoudite, quant à elle, est prise en étau entre ses alliés américains et la mouvance islamiste qui la piège. L'Arabie Saoudite peut aujourd'hui déstabiliser -plus qu'il ne l'est déjà- le Moyen-Orient. Il ne faut pas sous-estimer le risque d'implosion de cet Etat. Le Pakistan est au centre de nombreuses interrogations. Des organisations locales, sectaires, dont l'objectif était de lutter avec les autorités légales contre le Cachemire, ont dérapé et dérivé. Elles ont rejoint le Jihad international ; et ont la responsabilité de l'attentat contre la DCN. Mais, qu'en est-il du gouvernement lui-même, de l'administration ? Leurs intentions restent opaques, mais la prudence s'impose. Il y a aussi des ramifications en Indonésie avec la Jama Islaimia.

Une nébuleuse incontrôlable et menaçante

Cette absence de structure organique, fonctionnelle, opérationnelle, cette toile d'araignée qui se tisse, exige un nouveau formatage conceptuel pour dominer la situation, affirme Jean-Louis Bruguière, également très préoccupé par la Tchétchénie, désormais entièrement confisquée par les organisations islamiques radicales, et par la région du Caucase. Des groupes actifs y maîtrisent parfaitement le chimique, le biologique, les systèmes électroniques. On ne soupçonne pas leur capacité, pourtant bien réelle, de mise à feu à distance par téléphone portable. Leur savoir-faire est redoutable, insiste-t-il. Enfin, il y a la mouvance européenne, de plus en plus active et élaborée. C'est une population jihadique, très parcellaire, qui représente une menace virale, avec ses réseaux mobiles, non reliés les uns aux autres, difficiles à cerner avec aussi -c'est fondamental- une parfaite maîtrise technologique.

Dans ce puzzle complexe, deux points noirs cristallisent les tensions. D'une part, le borbier irakien. Il a exacerbé les sentiments anti-américains dans le monde, accéléré le recrutement de mouvements jihadiques dans les banlieues et depuis peu, en milieu carcéral. Il a aussi favorisé des conversions de femmes d'Europe du Nord, qui se radicalisent et épousent des individus en fuite. D'autre part, la situation au Moyen-Orient. Là aussi, les recrutements de jihadistes se multiplient, parallèlement à la montée de l'antisémitisme. Une nouvelle revendication apparaît, celle de devenir un martyr. Les commandos-suicides ne sont plus seulement palestiniens, ils existent aussi en Arabie Saoudite, au Maroc, en Turquie. Il y a un risque de véritable dérapage, qui peut intervenir sur fond de manipulation et de récupération d'événements mal gérés. Un affrontement planétaire entre le monde musulman et le reste de la planète ne doit plus être exclu. Avant la guerre, on ne relevait aucun lien fonctionnel entre l'Irak et Al Qaida. Or, désormais, l'Irak est devenu une terre de Jihad. Une alliance contre nature avec les nostalgiques du parti Baas s'est formée pour mener une lutte insurrectionnelle contre les Américains, l'ONU, la Croix-Rouge Internationale... L'arrestation de Saddam Hussein aura-t-elle un impact ? Rien n'est moins sûr ! Cela étant, les Américains sont devenus réalistes et ont abandonné tout triomphalisme.

Dégradation du contexte international

De nombreux facteurs d'inquiétude ne peuvent être ignorés. On assiste à une déstabilisation lente de l'Asie du Sud-Est, par des organisations locales inféodées à Al Qaida agissant en Thaïlande, aux Philippines, en Indonésie, en Australie. Singapour, qui jusqu'alors symbolisait la sécurité des hommes, des biens et des capitaux, risque d'imploser. La stratégie du Pakistan est dangereuse. De quel côté l'armée va-t-elle se ranger ? Des scientifiques, qui participent au programme nucléaire, ne cachent pas

leurs affinités avec les islamistes, tout comme des acteurs importants du gouvernement. Enfin, une étape supplémentaire a été franchie en décembre avec les attentats en Turquie. Parmi les nombreuses victimes se trouvait le consul britannique. Les terroristes ont prouvé leur capacité de réaction, ils se sont " invités " dans les chancelleries, ont réussi à peser sur le cours des événements, à confisquer la médiatisation, alors que le président Bush effectuait une visite officielle en Grande-Bretagne. C'est un message fort adressé à l'Occident, Istanbul est aux portes de l'Europe. Dorénavant, les Anglais comprennent que la menace principale est islamiste. Mais, ils ont un grand retard à combler, ils ont laissé des communautés (surtout pakistanaises) s'installer et se développer chez eux. Ils commencent à réagir, mais la question est très délicate à gérer. L'Occident doit impérativement trouver un consensus international pour juguler ces périls, conclut Jean-Louis Brugière.

Après ce passionnant exposé, Serge Rechter invite les participants à réagir et anime un débat riche et varié.

Pascal Boniface (Directeur de l'Institut Relations Internationales et Stratégiques) : *L'arrestation de Saddam Hussein peut-elle changer la donne ? Quels conseils donneriez-vous aux dirigeants du G8 pour élaborer un plan à long terme contre le terrorisme ? Quelle prévention politique ?*

L'arrestation de Saddam Hussein n'aura pas d'incidence réelle. Elle pourrait toutefois démotiver certains éléments du Parti Baas. Quant au G8, le niveau de conscience et d'appréhension de la menace n'est pas le même selon les pays. Il est très élevé en France, aux USA, et dans une moindre mesure en Grande-Bretagne. En revanche, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Canada, l'Australie restent très en retrait. Il est difficile d'initier des opérations communes, qui engageraient tous les acteurs. Cette diversité fait le jeu de l'ennemi. Il faut échafauder un appareil de riposte le plus commun possible.

Un intervenant : *Habitant Bayonne, je me sens très concerné par le terrorisme basque. Existe-t-il des liens entre ce terrorisme, celui d'Amérique du Sud et le Jihad islamiste ?*

Le terrorisme islamique est le plus dangereux, car son réseau est planétaire. Il n'a, à ma connaissance, aucun lien avec l'ETA et les FARC. En revanche, certaines organisations marxistes terroristes commencent à émerger des mouvements altermondialistes, comme le GRAPO, et ceci constitue une nouvelle et grave préoccupation.

Gérard Corre (Ingénieur Général – CGTI) : *Le cyber-terrorisme reste-t-il au stade du fantasme ?*

A priori, les terroristes ne peuvent pas intervenir sur les gros systèmes comme le contrôle aérien. Mais, ils utilisent Internet dans leur communication. Là, nous sommes dépassés. Le stockage est trop bref, les disques disparaissent avant les perquisitions. Certains individus savent pirater des satellites, comme Intelsat. Ils utilisent des clés de codage (PGP). Nous essayons actuellement de casser ce code. Il est évident que l'utilisation de l'informatique facilite la transmission des messages.

Un intervenant : *Faut-il remettre en cause l'espace Schengen ?*

Les terroristes profitent de ses lacunes. A Kandahar, on a retrouvé des renseignements juridiques sur cet espace. Il ne faut pas le supprimer, mais mieux le contrôler. Un début de réponse a été donné avec le mandat d'arrêt européen, qui entrera en vigueur en Grande-Bretagne dès février, et un peu plus tard en France. Cela nécessite une modification de la Constitution. Nous devons réagir pour survivre.

Chef d'Escadron Jean Pérez (Officier Division Emploi Etat-Major des Armées) : *Que va-t-il advenir de la Syrie ?*

Ce serait une erreur d'attaquer la Syrie. C'est vrai que le régime a " fermé les yeux " sur l'Irak, mais une nouvelle guerre déstabiliserait toute une zone incluant la Jordanie, le Liban, Israël. Le Pentagone a été tenté par cette perspective, mais elle a été écartée.

François-Xavier Martin (Directeur Marchés Télécom FERMA – Vice-Président AX) : *Avez-vous des contacts avec vos homologues israéliens ? N'y a-t-il pas eu erreur de cible dans l'attentat de Karachi ?*

Nos contacts sont faibles. Les services de renseignement israéliens sont focalisés sur le problème palestinien, et il n'y a pas de connexion directe entre Al Qaida et les mouvements palestiniens. A Karachi, la cible était bien française. Les terroristes pakistanais visaient la France, qui construit des sous-marins pour le gouvernement de Musharaf, un allié des Américains. Ils les visaient également, mais par procuration. De par ses liens avec l'Algérie, la France représente une cible importante. On peut redouter un attentat en France contre des sites américains ou britanniques, par exemple. Notre territoire est loin d'être un sanctuaire.

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : *Les Britanniques vont-ils modifier leur politique très libérale à l'égard des milieux activistes islamistes ?*

Oui, cela est en cours. La plaque tournante du terrorisme islamiste passe par Londres. Il y a eu un trop grand laisser-faire. Mais, les Britanniques savent réagir et s'adapter rapidement. Ils sont désormais en ordre de bataille. Ils ont déjà arrêté 400 personnes, dont 50 sont restées en détention.

Georges Mercadal (Ancien Vice-Président du Conseil Général des Ponts et Chaussées ; Vice-Président de la Commission Nationale du Débat Public) : *Quelle est l'influence de la télévision Al Jazeera ? Les télévisions américaines et anglaises dans les pays arabes ont-elles du poids ?*

C'est un enjeu capital. Al Jazeera joue un rôle très important dans la propagation de l'islamisme radical, notamment le Salafisme. Il faudrait réagir, associer des pays arabes du Maghreb dans la création d'une nouvelle télévision, qui inviterait d'éminents spécialistes de l'Islam, mais donnerait des analyses différentes de celles de la frange radicale. Mais en a-t-on la capacité et la volonté ? Il ne faut pas négliger la bataille de la communication, qui est primordiale.

Jacques Boileau (IGI Armement - Expert Scientifique – DGA/SREA) : *Pouvez-vous nous éclairer sur l'Ouzbekistan ?*

Je vais englober toute la zone qui s'étend entre l'Afghanistan et la Mer Caspienne. Des mouvements islamiques très durs y ont trouvé refuge, ils activent des réseaux locaux. Pour le moment, la zone est encore calme, mais pour combien de temps ? Il faut à tout prix la stabiliser d'un point de vue géostratégique, car l'Afghanistan est loin d'être sécurisé.

Michel Speter (Consultant) : *La Tchétchénie est-elle le théâtre des crimes de guerre de l'Armée Russe, un rempart pour Al Qaida ou les deux à la fois ?*

Il y a des liens avérés entre Al Qaida et la Tchétchénie, et cela constitue un risque majeur. Les revendications d'indépendance tchétchène existent depuis des lustres, mais ce qui a changé, c'est la " talibanisation " de ce pays, transformé en dernier ancrage du Jihad, avec des capacités opérationnelles très fortes. Les Occidentaux doivent soutenir fermement les Russes, mais ne pas cautionner leur violence. Les Tchétchènes sont devenus très réactifs. Le 12 mai dernier, des attentats ont eu lieu en Arabie Saoudite et en même temps dans le Caucase. D'autres se sont produits lors des élections à la Douma, pour peser sur le processus politique. Ils atteignent leurs objectifs. Il y a désormais une prise en compte plus forte des médias.

Général d'Armée Yves Capdeport : *Y a-t-il une coordination dans le financement des mouvements terroristes ?*

Paul Drezet (Conseiller référendaire à la Cour des Comptes – Secrétaire Général de Géostratégies 2000) : **Quelles sont les sources de financements ? Quels cheminements suivent-ils ?**

Il y a une coordination, mais on n'arrive pas à trouver des liaisons, des preuves. Rien n'est organisé à l'échelon central, on ne peut établir une programmation initiale. Or, malgré tout, cela fonctionne. On trouve, d'une part, un macro-financement, provenant essentiellement d'ONG saoudiennes. Par cette voie, plusieurs millions de dollars empruntent les circuits financiers. La Tchétchénie a été aidée par ce biais. Et d'autre part, on assiste à un développement de plus en plus important du micro-financement (plusieurs dizaines de millions d'euros). Il y a actuellement un trafic très rémunérateur sur des cartes de crédit clonées. Elles sont utilisées pour acheter des produits à haute valeur ajoutée. Les attentats du 11 septembre ont nécessité moins de un million de dollars, ce qui est très faible. Quant à la circulation, elle est très éclatée. Elle peut être manuelle (dans des attachés case), se dérouler sous forme de compensation légale (qui repose sur la confiance), ou avoir recours au système " western union " (transfert de fonds anonymes). Il existe un important décalage entre la faiblesse de ces réseaux et notre capacité à les appréhender.

Serge Rechter observe que *le fait d'être passé d'un terrorisme d'Etat à un terrorisme masqué, ne saurait dispenser les pays financièrement civilisés de lutter contre toute forme de blanchiment. Or, ce n'est pas toujours le cas.*

Un intervenant : *Comment concilier respect des droits de l'homme et lutte contre le terrorisme ?*

Il ne faut pas d'antinomie. On doit traiter le problème dans le respect de nos valeurs, tout en faisant preuve d'imagination. Les anglo-saxons traitent le terrorisme hors du champ de la loi, car leur système judiciaire est très libéral. Ils sont obligés de le contourner (avec la base de Guantanamo pour les Américains). En France, la loi peut apporter une réponse adaptée à la menace. Nous restons dans l'espace du droit, tout en utilisant les armes de la loi.

Un intervenant : *La pauvreté et la précarité qui se développent dans les zones urbaines en France ne constituent-elles pas un bon terreau pour le terrorisme ?*

Bien sûr. Les zones grises constituent un vivier. En général, c'est un homme providentiel, issu de l'extérieur de la communauté, qui vient endoctriner et recruter. Il donne une valorisation de la criminalité au service d'un but, l'Islam et fait basculer ses sympathisants dans la mouvance islamique.

Général d'Armée Bertrand de La Presle (Vice-Président de Géostratégies 2000 – Administrateur de IHEDN) : *Quelles sont les menaces liées à l'évolution du Maghreb ? Où en sont les relations France/Lybie ? Avez-vous les moyens adaptés au caractère vital de votre mission ?*

Il faut sectoriser le Maghreb. La Tunisie ne nous préoccupe pas, c'est un pays bien " tenu ". Au Maroc, la situation est plus compliquée. Les attentats commis provenaient de l'intérieur, mais peut-être y avait-il une initiation externe. L'Algérie, quant à elle, reste stable dans l'instabilité. Mais, il y a une inquiétude avec l'allégeance du groupe GSPC à Al Qaida. La zone du Sahel demeure fragile. Les Touaregs sont en train d'être récupérés, c'est un réel souci. Pour ce qui est du contentieux entre la Lybie et la France, il va être réglé. Kadhafi n'est pas impliqué directement dans la lutte contre le terrorisme mais adopte un comportement ambigu.

Nos moyens sont malheureusement dérisoires, remarque pour terminer, Jean-Louis Bruguière. Nous travaillons à cinq, dans des locaux exigus, sans informatique, sans sécurisation. Il y a une prise de conscience des pouvoirs publics, mais la réaction doit être rapide, car nous sommes dans une situation critique. Il faut un saut qualitatif, sinon nous allons à la catastrophe.

Serge Rechter (Président de Géostratégies 2000) : *Dans deux ans, lorsque vous reviendrez parmi nous, comment la situation aura-t-elle évolué et quel sujet traiterez-vous ?*

Je veux être optimiste. Cette guerre doit être gagnée, car c'est un combat mené par des islamistes contre la modernité, la liberté, le progrès de nos sociétés actuelles. Ils veulent nous ramener vers l'obscurantisme. Pour la première fois, les bases d'un conflit planétaire autour de nos valeurs sont réunies. Il y a obligation de les juguler

Un exposé magistral de géostratégie, un débat fourni, un intérêt de tous les instants.

Marie-Clotilde Hingray

Propos non relus par les participants